



Perspectives chinoises

2016/1 | 2016

Document : La réforme avortée de Deng Xiaoping en 1975-1976

Wenjing Guo, *Internet entre État-parti et société civile en Chine*

Paris, L'Harmattan, 2015, 329 p.

Nicole Khouri



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7325>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2016

Pagination : 69-70

ISBN : 979-10-91019-18-7

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Nicole Khouri, « Wenjing Guo, *Internet entre État-parti et société civile en Chine* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2016/1 | 2016, mis en ligne le 15 mars 2016, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7325>

tous deux à leur manière sont également cruels et destructeurs d'humanité.

Dans le chapitre 9, un rien provocateur, Lucien Bianco abandonne la référence marxiste pour se tourner vers Plutarque et dresser un portrait des vies parallèles des deux « Monstres » : Staline et Mao. L'un et l'autre se sont moulés dans le système qui en a fait des dictateurs. Mais leur personnalité introduit des variations dans l'exercice de leur pouvoir. Staline, le réaliste, apporte une cruauté froide et méthodique à l'éradication de tous ses opposants, réels ou potentiels. Mao Zedong fait preuve d'une cruauté plus détachée. Il se montre aussi moins capable et sans doute moins désireux de mettre son pays sur la voie du développement économique, objectif initial de la révolution qu'il a conduite.

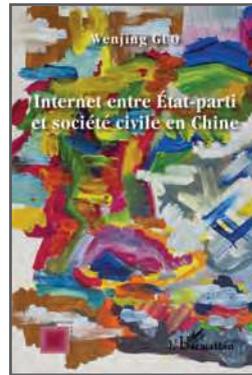
Ce n'est pas parce que Lucien Bianco refuse la prise en otage de l'histoire par l'idéologie qu'il adhère à la démarche fragmentaire, pointilliste que revêt souvent la recherche historique de nos jours. Il ose en revenir aux vastes fresques et aux grandes problématiques à propos desquelles s'étaient affrontées les générations précédentes : il y revient sans a priori théorique, armé seulement de sa connaissance approfondie des faits. Cette approche pragmatique, on pourrait la qualifier de scientifique si elle conduisait l'auteur à ne pas conclure. Or ce n'est pas le cas. Et ses conclusions en prendront plus d'un à rebrousse-poil.

Non, contrairement à ce qu'ont proclamé les partisans déçus du communisme cherchant refuge dans le maoïsme, la voie chinoise n'a rien d'original. Le régime fondé par Mao Zedong ressemble « comme un frère » au régime soviétique, même s'il ne s'agit pas de frères jumeaux (p. 119). La révolution chinoise n'est qu'une « récidive », la répétition de l'erreur et du crime que représente la révolution russe. Ni l'une ni l'autre de ces révolutions n'ont atteint leurs objectifs proclamés de justice sociale et de modernisation économique.

Ce jugement négatif choquera les nostalgiques qui n'auront à lui opposer que leur foi dans le Grand Staline et le Petit Livre rouge. Passons. Mais les historiens seront-ils d'accord ? C'est sans doute dans son dernier chapitre « Les Monstres » que Lucien Bianco s'avance le plus loin. Sa condamnation absolue de Mao Zedong ne sera peut-être pas acceptée par ceux qui pensent que l'utopie meurtrière du Grand Timonier ne représente pas seulement une manipulation, mais qu'elle reflète aussi, pour une part, un élan révolutionnaire sincère qui a entraîné des prises de conscience et des remises en question salutaires. Ceux qui veulent ainsi laisser à Mao Zedong le bénéfice d'un certain doute – l'auteur de ce compte-rendu n'en fait pas partie – auront certainement du mal à rassembler les faits susceptibles d'infirmer l'argumentation serrée de Lucien Bianco. En revanche on peut se demander s'il est légitime de conclure, comme le fait l'auteur, de l'échec de ces deux révolutions, à l'incapacité de toute révolution à remédier aux maux de notre monde. « Le réformisme », affirme-t-il, « c'est ce qu'il y a de mieux ». Soumis à un examen aussi rude que celui imposé par *La Récidive* aux révolutions russe et chinoise, le réformisme s'en tirerait-il vraiment « *magna cum laude* » ?

Ce rapide survol ne peut rendre justice à la science, à l'humanité aussi d'un ouvrage dont la lecture est facilitée par un style alerte, tout à la fois élégant et familier. Cet ouvrage, n'en doutons pas, fera date dans l'historiographie du XX^e siècle et il devrait servir longtemps de référence aux spécialistes. Il devrait aussi créer un appel d'air au sein de cercles intellectuels plus larges, à la portée desquels il met de façon à la fois érudite et accessible, l'histoire de pays que la mondialisation a soudain rapprochés de nous, une histoire trop souvent prise en otage par l'idéologie ou tout simplement ignorée.

■ Marie-Claire Bergère est professeure émérite des universités à l'INALCO (bergere.feugeas@gmail.com).



Wenjing Guo,
Internet entre État-parti et
société civile en Chine,
Paris, L'Harmattan, 2015, 329 p.

NICOLE KHOURI

Wenjing Guo appartient à la génération des jeunes Chinois dite post-80, celle-là même des jeunes internautes auxquels elle a consacré une thèse de doctorat soutenue en octobre 2014 (*Internet à Canton (Chine), Dynamiques sociales et politiques*, thèse de doctorat en socio-anthropologie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et que reprend le présent ouvrage.

Ce dernier est composé de deux parties, l'une principalement consacrée à Internet en Chine (1994-2014), et l'autre à l'usage d'Internet à partir de trois études de cas observées à Canton : un groupe d'homosexuels construit autour d'une « mère modèle » qui réunit des milliers d'internautes sur son blog, un groupe d'habitants mobilisés contre la construction d'une usine d'incinération des déchets et enfin une association d'internautes défendant la langue et la culture cantonaises, patrimoine matériel et immatériel de la ville et de sa région. Entre les deux parties s'insèrent des considérations méthodologiques précieuses. Une conclusion un peu chétive de six pages clôt l'ouvrage.

La première partie est d'abord une synthèse de travaux existants et retrace l'évolution d'Internet en Chine entre 1994 et 2008, cette dernière année marquant le passage du contrôle d'un gouvernement comme unique responsable à une logique de gouvernance impliquant la responsabilisation des entrepreneurs et des internautes dans l'observance des normes édictées par l'État-Parti. Cette nouvelle gouvernance vise aussi à faire participer les cadres et les fonctionnaires du Parti qui sont invités à créer des blogs, et forger un visage bienveillant des dirigeants. Elle prend forme dans le contexte de la « société harmonieuse » avancée en 2002 et qui évolue ensuite, en 2008, vers l'élaboration d'une réforme sociale. Ainsi, à l'instar de quelques autres villes, Canton a constitué un laboratoire pionnier où la notion de *gongyi* (intérêt public, bien-être public) suppose l'engagement de gens ordinaires pour résoudre les problèmes sociaux. Mais 2008 marque aussi un tournant dans le durcissement de la censure sur Internet en raison de la divulgation des incidents et des mobilisations liées aux confrontations ethniques (Tibet, Xinjiang), émeutes de paysans ou encore révélations de scandales (« écoles en miettes de soja », lait contaminé...).

La période qui s'étend entre 2009 et 2014, synthèse personnelle de l'auteure, voit émerger l'incubateur Yi Fu, fondé en 2006, et analysé comme un cas exemplaire d'injection du marché dans le social empruntant largement aux modèles globaux de *Venture Philantropy* et de *Corporate Social Responsibility*, inaugurant une logique qui, en faisant le tri parmi les initiatives locales « à la base » (*grass root*), entraînera celles « acceptables » dans un processus d'institutionnalisation par la financiarisation et de professionnalisation par la performance. Tant les internautes que les « organisations so-

sociales » sont invités par le gouvernement à participer à la gestion de la société en ligne et hors ligne.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée au suivi, entre 2010 et 2012, des trois groupes d'internautes, acteurs « ordinaires » appartenant principalement à la génération post-80, investis dans les rapports sociaux et politiques restitués sur leurs terrains de militance et saisis en amont et pendant l'institutionnalisation des luttes. La démarche socio-anthropologique guide ici l'analyse de l'auteure.

À l'origine du premier groupe figure « Maman Shang ». Mère d'un fils homosexuel, elle crée un blog en 2008, espace de communication globale, qui permet à de nombreux(se)s homosexuel(le)s d'exister individuellement ou/et collectivement. C'est ensuite qu'est fondée la FPAH (familles, parents, amis des homosexuels) qui, ne trouvant aucune acceptation dans le cadre des organisations sociales légitimes, rejoint les associations de la lutte contre le Sida, lutte soutenue par le gouvernement et les fonds internationaux. En 2012, le débat est vif entre cette mère et le co-fondateur, lequel élargit ses fronts de combat contre la discrimination des homosexuels, pour la légalisation de leur droit au mariage et s'implique dans les causes liées au genre, tel le réseau LGBT (*lesbian, gay, bi, trans*). Pour « Maman Shang », cet élargissement est risqué car le blog doit garder une apparence apolitique, une dimension privée et familiale qui le protège des affrontements politiques.

Le second groupe étudié est un groupe d'internautes/propriétaires, habitants dans un condominium, Jardinaqua, situé dans l'arrondissement de Panyu, qui se mobilise contre la construction imminente à leur proximité d'une usine d'incinération de déchets alors annoncée pour 2009. Pour ces jeunes des classes moyennes urbaines, Internet joue un rôle crucial dans la recherche d'informations techniques et scientifiques concernant la pollution induite par ce type d'usines. Confrontés aux instances locales, une coalition d'intérêts entre des fonctionnaires locaux et une entreprise d'État chargée des travaux, ils expérimentent une sorte de démocratie à la base qui fortifie leur identité de groupe. Les retentissements nationaux et internationaux de cette mobilisation obligent la mairie de Panyu à suspendre le projet, le temps de la préparation de Canton aux Jeux asiatiques de 2010. Un petit groupe, acquis à la cause environnementale, fonde la « Famille verte » en 2010, et se centre sur la question des déchets recyclables. Quelques militants se regroupent, un an plus tard, dans Eco City qui répond mieux à leur souci d'efficacité et d'expansion de la lutte vers d'autres fronts citoyens et philanthropiques. Ils se perçoivent comme des éveilleurs de conscience, des consultants, des médiateurs pour une coopération entre les autorités et les citoyens. Eco City est typique d'une ONG qui concilie la conviction et la responsabilité personnelle avec l'idée de *gongyi* mise en avant par le gouvernement dans sa version de la « société harmonieuse ». Le parcours de Alon – pseudonyme employé par l'auteur – est exemplaire d'un acteur social qui maintient la tension entre la liberté d'expression à la base et le contrôle des pouvoirs publics, lucide aussi sur le piège du militantisme bénévole lorsqu'il se convertit en profession au sein de ces nouvelles « organisations sociales ».

Le troisième groupe analysé rassemble des micro groupes d'internautes/activistes regroupés autour du site G106 (2008) et de Lingliai (2010). Leurs actions rappellent celles de la *Cantonese Association* créée en 2004 et sur le site de laquelle, à l'échelle mondiale (diaspora cantonaise oblige !), toutes sortes de propositions d'actions étaient mises en ligne et actées contre le dépérissement de la langue cantonaise face à l'imposition de l'usage du mandarin dans l'éducation nationale. Le programme de rénovation urbaine

de Canton et la démolition des vieux quartiers commencée il y a une dizaine d'années ainsi que la proposition de la Conférence consultative de la province du Guangdong en 2010 de diminuer le nombre des émissions en cantonais à la télévision ravivent les débats sur Internet et dans la presse locale, donnant lieu à de nombreuses manifestations pour la défense de la langue et de la culture cantonaises. Conserver quoi, pour qui et comment ? Depuis 2008/09, des jeunes urbains éduqués organisent les visites guidées de quartiers en voie de démolition, dispensent des cours de langue cantonaise, produisent documentaire et exposition de photos, récoltent les récits de mémoire des derniers habitants et présentent un dossier d'évaluation du plan d'urbanisme. Cet ensemble d'actions, liées à leurs projets de réhabilitation des vieux quartiers, sert leur dossier d'accès au statut d'ONG. Ils sont en phase avec le marché de l'écotourisme national et international, avec les ONG autorisées par le gouvernement et avec les injonctions de l'UNESCO sur la conservation du patrimoine matériel et immatériel. Et quid des habitants du quartier, laissés hors champ et auxquels n'est souvent prêtée aucune autre aspiration que celle de faire monter l'indemnité au déguerpiement ?

À travers les trois microgroupes évoqués, l'auteure a délibérément inscrit Internet dans des rapports sociaux et la nature de son investigation est située au point le plus éloigné d'une analyse bâtie sur un échantillon d'opinions ou de thématiques abordées par et sur Internet.

Tout l'intérêt de cet ouvrage réside dans la manière de ne jamais appréhender les internautes/acteurs comme effets des situations, même si le comportement de ceux qui exercent l'autorité détermine fortement leurs conduites. C'est en partant de leurs buts, de leurs revendications, des propositions de ceux qui participent à une action collective ainsi que de leurs attentes, que la démarche socio-anthropologique arrive à nous restituer les voix d'une société civile qui s'éprouve dans ce que chacun vit et dit à la croisée de ses relations professionnelles, affectives et militantes.

De par cette triple dimension, le militantisme de ces jeunes urbains rejoint pleinement les nouveaux mouvements sociaux des sociétés post-modernes analysés par Alain Touraine.

La génération des jeunes Chinois post-80 a fait massivement usage d'Internet et des réseaux sociaux qui leur permettent visibilité et expressivité de leurs droits, de leurs indignations et de leurs mobilisations pour une société civile à ses balbutiements. Ils expérimentent un espace d'autonomie civique virtuel, bien que limité, prennent conscience de l'efficacité relative des formes de contrôle du gouvernement chinois en matière de circulation des informations, et se lient encore plus fortement à un monde dont les normes dites globales (culturelles et financières) sont une source d'inspiration et d'inquiétude.

■ Nicole Khouri est sociologue et chercheuse associée à l'IMAF (Institut des mondes africains), UMR 8171, Paris, et au CESA (Centro de estudos sobre Africa, Asia e America Latina), Université de Lisbonne, Portugal (khouri.n@wanadoo.fr).